

Les nouvelles d'octobre 2020 : Big Marcillac is watching you ?

« On rejoint toutes les luttes qu'on peut rejoindre. D'autant qu'on ne peut plus faire de manifestation chez nous... Avec la 5G, c'est une prolétarianisation des idées qui fera qu'on pensera tous la même chose, guidés par la machine.

(Marielle, Gilet jaune de la ville de Mâcon)

(...) Félix Tréguer, membre de la Quadrature du net, était également présent et a participé à une des tables rondes. Selon lui, « la déshumanisation induit cette individualisation plus poussée. Il faut inscrire ces refus dans nos pratiques. On est mieux placés que jamais pour obtenir cette victoire. »

https://reporterre.net/Amish-ou-pas-la-lutte-contre-la-5G-s-organise-au-niveau-national?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=nl_quotidienne

« Tandis qu'une autre lançait à Jean-Michel Blanquer : « Pourquoi vous nous apportez des tablettes et pas des masques ? (Une élève de CM2 d'Herblay)

(...) Dans le Val-d'Oise, le conseil départemental, qui avait prêté 642 tablettes durant le confinement, va « en acheter autant » annonce sa présidente (LR) Marie-Christine Cavecchi. « Le numérique fait partie de nos gênes, se félicite cette dernière. »

<https://www.leparisien.fr/val-d-oise-95/le-val-d-oise-departement-pilote-pour-le-numerique-a-l-ecole-21-09-2020-8389032.php>

(Au sujet de la 5G) « Le président de Bouygues Telecom, Olivier Roussat, a reconnu devant la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable du Sénat, qu'« après la première année de déploiement, la consommation énergétique de tous les opérateurs affichera une augmentation importante ».

https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2020/09/23/la-5g-va-t-elle-reduire-ou-augmenter-la-consommation-d-energie_6053336_4355770.html

« Qui veut éliminer les nuisances industrielles doit supprimer l'industrie. Ou s'en remettre à elle totalement, en mendiant quelques gouttes de remèdes aux laboratoires à poisons (...) À réduire les questions politiques et anthropologiques à des problèmes techniques, on se condamne à laisser trancher les spécialistes.

(...) Nul à ce jour n'a trouvé d'autre moyen de transformer les idées en force matérielle, et la critique en actes, que la conviction du plus grand nombre. Nous soutenons que les idées sont décisives. Les idées ont des ailes et des conséquences. Une idée qui vole de cervelle en cervelle devient une force d'action irrésistible et transforme la réalité. C'est d'abord une bataille d'idées que nous, sans-pouvoir, livrons au pouvoir, aussi devons-nous être d'abord des producteurs d'idées (25). Pour produire des idées, nous nous appuyons d'abord sur l'enquête critique, aliment et condition première, quoiqu'insuffisante à toute action. »

(25) « Pour l'enquête critique », Pièces et main d'oeuvre, oct. 2005

http://www.piecesetmainoeuvre.com/IMG/pdf/avis_aux_opposants_a_la_5g.pdf

Bonjour,

ce mois-ci l'enthousiasme est de mise chez nos élus !

Ainsi dans le concours « Nos élus aveyronnais ont du talent » nous nominons Sylvain Couffignal maire de Nauviale, et ses élu.e.s qui ont installé deux caméras de vidéosurveillance (vidéo-protection pardon) dans ce charmant village de ... 511 habitants.

Une est accrochée sur La Poste et filmera toutes les voitures provenant de Conques et regardera l'entrée de l'école dans l'avenue récemment dénommée Pierre Soulages... un bien bel hommage à la noirceur politique : https://twitter.com/sylv_couffignal

L'autre caméra (débranchez-vous bien) se situe au niveau du local à poubelles afin de lutter contre les incivilités dans le tri...

« Depuis plusieurs années, le point propreté de notre commune fait l'objet de dépôts sauvages. Le conseil municipal a décidé de mettre fin à ces incivilités par l'installation d'un système de vidéoprotection (...) Les images seront consultées à posteriori suite à une incivilité avérée sur le point propreté ou sur demande de la Gendarmerie pour tout fait de délinquance ».

[\(https://www.nauviale.fr/espaces-publics/\)](https://www.nauviale.fr/espaces-publics/)

Est-ce une « vidéoprotection » contre l'agression que subissent les poubelles jaunes se retrouvant dans la benne noire ? A quand une caméra intelligente à reconnaissance des couleurs des sacs ? Nous souhaitons bien du courage à notre gendarmerie qui visionnera de si terribles images !

Big Marcillac is watching you ?

Peu en reste, reniflant l'air du temps sécuritaire, les élu.e.s de Marcillac-Vallon (certains ou tous ?) réfléchissent aussi à l'installation d'une ou plusieurs caméras. Une délibération devrait prochainement arriver, à surveiller.

Avis à la population : Marcillac continuera t-elle d'être la charmante bourgade à la vitalité associative débordante, ou deviendra t-elle la morne plaine sécuritaire du Vallon ?

Manifestez-vous lors des conseils municipaux et de toutes les autres manières de votre choix, le temps presse !

La Ligue des Droits de L'Homme de Rodez s'est saisie de ces attrayantes idées municipales et questionne, dans le courrier suivant, nos édiles :

https://ccaves.org/blog/wp-content/uploads/LET_LDH_InstallationCamera_Maires_20200928_1.pdf

La LDH de Millau s'interroge quant à elle sur la (ou les) caméra(s) thermique(s) de La Cavalerie, dont une installée à l'entrée de l'école obligerait les enfants, parents, personnels et enseignants à passer dessous. Ce qui semble être en contradiction avec l'Ordonnance du Conseil d'État du 26 juin 2020 : la mairie de La Cavalerie serait-elle dans l'illégalité ? Avis aux sud-aveyronnais.

https://ccaves.org/blog/wp-content/uploads/CP_CE_Ordonnance_ContreCamerasThermiques_20200626.pdf

Nauviale, Marcillac, La Cavalerie (une pensée pour Conques au sujet de laquelle nous reviendrons) le concours « Nos élus ont du talent » s'annonce serré !

Au sommaire :

1- La bataille contre la 5G en Aveyron est lancée. Proposition d'un vœu pour les élus, d'un tract et d'un dossier.

2- Gazpar : GRDF vient désactiver votre compteur sur demande, s'il a été posé contre votre gré.

3- Excellent documentaire à voir absolument « Agriculteurs sous tension » dans l'émission les Désobéissants de France 3, disponible jusqu'au 15 octobre.

4- Sylvie Bonaldi, une élue écologiste de Nice, approuve l'incendie d'une antenne 5G à Contes (Alpes-Maritimes), provoqué par deux jeunes en juin dernier, article La Dépêche.

5- Le déploiement de la 5G suspendu à Rennes : une étude d'impact et une concertation menées. La Ville de Rezé (42 000 habitants) fait de même.

6 - L'exposition croissante de l'environnement aux rayonnements électromagnétiques radiofréquences (WIFI, portables 1-2-3-4 G) a "*probablement une influence sur le monde des insectes*", estime une méta-analyse publiée le 17 septembre 2020. Articles Science et Avenir et Politis.

7- Amish ou pas, la lutte contre la 5G s'organise au niveau national, article Reporterre.

8- Le modèle amish vaut-il mieux que le modèle start-up ? Article Médiapart avec François Jarrige, historien des sciences, auteur de «Techno-critiques. Du refus des machines à la contestation des technosciences».

9- 5G : « Citoyens plutôt que cobayes ». Communiqué de Priartem, France Nature Environnement et Agir pour l'Environnement

10- 1000 employés d'Orange dénoncent le déploiement de la 5G.

11- Collusion entre le Ministère de l'Éducation Nationale et les GAFAM. Communiqué Sud Education

12- Une école si distante, autopsie d'une déraison collective, par Loys Bonod, professeur agrégé de lettres classiques dans un lycée parisien. Site La vie moderne.

13- Coronavirus : comment Jean-Michel Blanquer prépare l'école aux cours à distance, article Le Parisien

.....

1- La bataille contre la 5G en Aveyron est lancée. Proposition d'un vœu pour les élus, d'un tract et d'un dossier.

Ce vœu a été écrit pour s'adresser à des mairies du centre de l'échiquier, a minima, d'où certains arguments laissés de côté et d'autres mis en avant.

Et certains arguments peuvent et doivent se questionner, tel que le tout connecté par fibre, mais peut être priorisons.

Merci à ceux qui ont écrit ce vœu en Aveyron, à toutes celles et ceux qui pourront aller rencontrer leurs élus afin de participer à cette nécessaire mobilisation.

Il n'y a que très peu de chiffres de façon à éviter trop d'échanges à ce sujet, qui préparés en amont d'un conseil municipal permettraient de créer le doute pour des élus récalcitrants.

Il vise un moratoire, tout en sachant que cela est insuffisant.

J'espère que des juristes proposeront, tout comme pour le combat Linky, d'autres types d'argumentaires qui affineront celui-ci, et ce afin d'aller rencontrer les élu.e.s et citoyen.ne.s

commune par commune, ce qui fut la base et la réussite du mouvement lancé il y a 5 années.

Proposition de vœu sur la 5G en version modifiable, à présenter aux élus

<https://ccaves.org/blog/wp-content/uploads/modele-de-voeu-moratoire-sur-la-5G-sept-2020.odt>

Tract visant à obtenir un moratoire

<https://ccaves.org/blog/wp-content/uploads/tract-5-G-moratoire.pdf>

Dossier de synthèse évolutif sur la 5G à destination des citoyens et élus afin de reprendre du pouvoir délibératif sur les industriels.

<https://ccaves.org/blog/wp-content/uploads/Moratoire-5G-exemples-de-villes-1.pdf>

.....

2- Gazpar : GRDF vient désactiver votre compteur sur demande, s'il a été posé contre votre gré.

C'est que vient d'obtenir un habitant de Toulouse.

Bien que le service clientèle ait acté le refus de cette personne, un compteur lui a tout de même été posé, classique.

Ce qui l'est moins c'est l'engagement tenu de la sous-direction Aquitaine- Midi-pyrénées de GRDF de désactiver le compteur.

Ce qui ne peut se faire à distance, selon GRDF, et un technicien est donc venu avec un logiciel désactiver l'émetteur.

Certes le compteur n'a pas été enlevé.

Ce que l'on sait c'est que la cadence des émissions peut être activée à distance.

Aussi M Schneider, directeur inter-régional Aquitaine Midi Pyrénées s'était engagé à ce que le droit de refus soit respecté. Il avait aussi déclaré à nos collectifs en 2018 qu'il n'attaquera pas les communes qui délibèreraient contre ce déploiement.

Voir notre synthèse à ce sujet :

<https://ccaves.org/blog/wp-content/uploads/CR-Gazpar.pdf>

.....

3- Excellent documentaire à voir absolument « Agriculteurs sous tension » dans l'émission les Désobéissants de France 3, disponible jusqu'au 15 octobre.

Saisissant de sincérité, il permet de comprendre les ravages de l'industrialisation des campagnes par les lignes hautes tensions, et les luttes s'y opposant depuis 3 décennies, dont notre collectif est un lointain descendant, et dans laquelle s'est dignement inscrite l'Amassada depuis des années.

<https://www.france.tv/documentaires/societe/1951509-agriculteurs-sous-tension.html>

Un agriculteur de la Manche a tout perdu : sa ferme, son métier, son argent. Ses vaches, toujours malades et stressées, ne produisaient plus de lait. Enquête inédite sur les dessous d'un scandale sanitaire et politique. Depuis trente ans, on tente par tous les moyens de faire taire les agriculteurs qui dénoncent l'impact des rayonnements électromagnétiques sur leurs animaux.

.....

4- Sylvie Bonaldi, une élue écologiste de Nice, approuve l'incendie d'une antenne 5G à Contes (Alpes-Maritimes), provoqué par deux jeunes en juin dernier.

<https://www.ladepeche.fr/2020/10/01/une-elue-ecologiste-de-nice-declare-quelle-approuve-lincendie-dune-antenne-5g-9110095.php>

« Oui, j'approuve (...) Il défend l'intérêt général. Il permet de retarder l'installation de l'antenne (...) Il n'y a pas d'autre issue hélas, on en demande pourtant une : à être entendus. Qu'on se pose, qu'on réfléchisse aux problématiques de la 5G. Mais ce n'est pas le cas", a déploré l'élue EELV, voyant dans l'opération des deux jeunes hommes un "acte de résistance".

Les deux jeunes poursuivis encourent une peine allant jusqu'à 10 ans d'emprisonnement et 150 000 euros d'amende.

"Il faut mettre les choses à plat, avoir de vraies données indépendantes sur l'impact sanitaire de la 5G. De nombreux scientifiques ont alerté sur les possibles dangers de la 5G", a tenu à souligner Sylvie Bonaldi. »

.....

5- Le déploiement de la 5G suspendu à Rennes : une étude d'impact et une concertation menées

https://actu.fr/bretagne/rennes_35238/le-deploiement-de-la-5g-suspendu-a-rennes-une-etude-d-impact-et-une-concertation-menees_36170819.html

« L'innovation ne peut justifier toutes les technologies sans en connaître la réelle utilité et surtout les conséquences. » Dans un communiqué envoyé mercredi 16 septembre, les élus écologistes de Rennes ont fait savoir que le déploiement de la 5G sera suspendu dans la ville, tant qu'un moratoire ne sera pas mené.

« Passage en force »

Matthieu Theurier et Valérie Faucheux, co-présidents du groupe, rappellent qu'Emmanuel Macron s'y était engagé, mesure issue de la Convention Citoyenne pour le Climat. Le président a pourtant réaffirmé lundi 14 septembre que « la France (allait) prendre le tournant de la 5G », en ironisant sur ceux qui préféreraient « le modèle Amish » et le « retour à la lampe à huile ».

Les élus de la majorité au conseil municipal de Rennes considèrent « l'attribution fin septembre des fréquences 5G comme un passage en force du président de la République alors que l'étude 2021 de l'Anses n'a pas encore été publiée ».

À Rennes, conformément à l'accord programmatique de notre majorité, il sera mené une étude d'impact sanitaire et environnementale sur l'implantation de la 5G et mise en œuvre une concertation avec les citoyen·ne·s, à l'image de celle organisée pour l'implantation des antennes relais.

Rezé :

<https://www.reze.fr/actualite/la-ville-de-reze-demande-un-moratoire-sur-la-5g/>

Extraits :

(...) Pour le conseil municipal, « la mise en œuvre de la 5G pose plusieurs questions pour lesquelles un délai de réponse semble justifié :

- les éventuels effets nocifs des ondes sur la santé ne sont actuellement pas mesurés et des incertitudes demeurent, y compris pour la 4G, quant aux effets à long terme. Les avis scientifiques divergent depuis déjà plusieurs années ;
- il sera nécessaire de puiser dans de nombreux matériaux afin de renouveler les antennes, les smartphones et autres terminaux qui seront indispensables pour faire fonctionner cette nouvelle technologie. La plupart des appareils ne seront pas compatibles. Ne risque-t-on pas d'accentuer une fracture numérique déjà existante pour les familles comme pour les territoires ? Que faire de cette accumulation de déchets électroniques polluants, peu ou pas recyclés ? Des solutions plus respectueuses de nos ressources et de notre environnement sont-elles à l'étude ?
- la consommation énergétique de ces technologies fait également débat. Il nous est dit que la 5G est moins énergivore, mais le risque est assez flagrant que les usages en soient multipliés et que cette nouvelle technologie cohabite avec les précédentes. Dispose-t-on de données un minimum fiables et objectives ?
- enfin, le sujet sensible de la protection des données est à nouveau malmené. Les États-Unis l'ont parfaitement compris, leur expérience des fameuses « grandes oreilles » de la NSA en 2013 les incitant à douter de la neutralité d'une société chinoise, sous contrôle total d'un État dont le caractère démocratique laisse rêveur. Les Européens ne devraient-ils pas se poser ce genre de question ?»

.....

6 - L'exposition croissante de l'environnement aux rayonnements électromagnétiques radiofréquences (WIFI, portables 1-2-3-4 G) a "*probablement une influence sur le monde des insectes*", estime une analyse publiée le 17 septembre 2020. Article Science et Avenir et Politis

https://www.sciencesetavenir.fr/animaux/arthropodes/les-portables-pourraient-jouer-un-role-dans-la-mortalite-des-insectes-selon-une-etude_147484

<https://www.politis.fr/articles/2020/09/les-insectes-sont-aussi-detruits-par-les-ondes-des-portables-42299/>

« Les insectes sont en train de disparaître rapidement des pays européens à cause des changements de température, de la déforestation et évidemment des insecticides, une ONG allemande a identifié une autre raison tout aussi inquiétante : le rayonnement des ondes des téléphones portables (...) Les scientifiques allemands expliquent que dans 60 % des rapports examinés les résultats font nettement apparaître les effets négatifs sur les abeilles, les guêpes et toutes les mouches. Ils ont notamment établi que les insectes perdent leurs capacités d'orientation et que « leurs matériels génétiques se dégradent », y compris pour leurs larves. D'autre part, de nombreux insectes présentent un « stress cellulaire » et souffrent de « perturbation de leur système immunitaire ».

(...)

explique Johannes Enssle, un des responsables du NABU qui présente le rapport, « (...) Le sujet est inconfortable pour beaucoup d'entre nous car il interfère avec nos habitudes quotidiennes et il y a de puissants intérêts économiques derrière les technologies

<https://www.consoglobe.com/smartphones-mortalite-insectes-cg>

(...)

L'étude qui conclut que les rayonnements électromagnétiques liés aux technologies sans fil (le Wifi est également étudié) ont « probablement une influence sur le monde des insectes », pourrait relancer le débat sur la 5G.

Déjà en mai 2019, l'organisation suisse de protection de la nature Pro Natura alertait sur les dangers que ferait courir la 5G sur les insectes(2). En effet, contrairement aux ondes 4G, dont les fréquences n'excèdent pas 6 GHz, la 5G peut monter jusqu'à 120 GHz. Or selon cette étude, les fréquences à partir de 10 GHz sont absorbées par les antennes peuvent faire augmenter la température corporelle des insectes : ils développent alors une sorte de fièvre qui affecte leur comportement, leur physiologie et leur morphologie.

(...)

Les effets néfastes sur les insectes, parmi lesquels des pollinisateurs, sont dus à l'ouverture des canaux calciques des cellules qui entraîne une importante introduction d'ions calcium dans l'organisme. Ils sont variés : certains sont désorientés à cause des changements dans les champs magnétiques qu'ils utilisent pour se repérer, d'autres auraient même vu une dégradation du matériel génétique des larves.

Résultat : la reproduction des insectes est perturbée... ce qui en réduit le nombre sur le long terme.

.....

7- Amish ou pas, la lutte contre la 5G s'organise au niveau national, article Reporterre

https://reporterre.net/Amish-ou-pas-la-lutte-contre-la-5G-s-organise-au-niveau-national?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=nl_quotidienne

Dans le cortège, de nombreuses banderoles rappelaient l'hétérogénéité des questions soulevées par la 5G : l'aspect sanitaire tout d'abord, mais aussi les menaces sur nos libertés publiques, le déni de démocratie, les craintes à l'égard d'une surveillance généralisée et enfin, les questions écologiques. Une pluralité des sujets qui a séduit Marielle, Gilet jaune de la ville de Mâcon : « On rejoint toutes les luttes qu'on peut rejoindre. D'autant qu'on ne peut plus faire de manifestation chez nous... Avec la 5G, c'est une prolétarianisation des idées qui fera qu'on pensera tous la même chose, guidés par la machine. »

(...)

« La 5G et Linky, c'est le même modèle. Cela a trait à l'exploitation de nos données et à l'automatisation de la société. » Elle s'estime satisfaite d'avoir pu réunir autant de participants, malgré le contexte sanitaire : « Il y a quatre ans, lorsque nous avons commencé, il n'y avait pas d'espace pour critiquer le tout technologique. Il était difficile de poser la question "quel progrès voulons-nous" ? Maintenant, c'est possible et c'est certainement lié au développement de la conscience écologique ».

(...)

On a également croisé les Faucheurs d'OGM, qui dénonçaient l'emballement numérique autour de l'agriculture connectée. Nicolas Bérard, auteur du livre « *5G mon amour* », était venu présenter son travail : « Dire que la 5G est moins énergivore est totalement faux. On le voit bien en Chine

d'ailleurs. Le réseau 5G consomme trois fois plus que les réseaux précédents et ils sont obligés d'éteindre les antennes la nuit car cela leur coûte trop cher. »

(...)

Autre pôle du village : les associations technocritiques avec Écran total, Halte au contrôle du numérique, Les Décâblés... Félix Tréguer, membre de la Quadrature du net, était également présent et a participé à une des tables rondes. Selon lui, « la déshumanisation induit cette individualisation plus poussée. Il faut inscrire ces refus dans nos pratiques. On est mieux placés que jamais pour obtenir cette victoire. »

.....

8- Le modèle amish vaut-il mieux que le modèle start-up?

[https://www.mediapart.fr/journal/culture-idees/280920/le-modele-amish-vaut-il-mieux-que-le-modele-start?](https://www.mediapart.fr/journal/culture-idees/280920/le-modele-amish-vaut-il-mieux-que-le-modele-start?utm_source=20200928&utm_medium=email&utm_campaign=QUOTIDIENNE&utm_content=&utm_term=&xor=EREC-83-%5BQUOTIDIENNE%5D-20200928&M_BT=1867215319566)

[utm_source=20200928&utm_medium=email&utm_campaign=QUOTIDIENNE&utm_content=&utm_term=&xor=EREC-83-%5BQUOTIDIENNE%5D-20200928&M_BT=1867215319566](https://www.mediapart.fr/journal/culture-idees/280920/le-modele-amish-vaut-il-mieux-que-le-modele-start?utm_source=20200928&utm_medium=email&utm_campaign=QUOTIDIENNE&utm_content=&utm_term=&xor=EREC-83-%5BQUOTIDIENNE%5D-20200928&M_BT=1867215319566)

Nous abordons ces questions avec l'historien François Jarrige, maître de conférences en histoire contemporaine à l'université de Bourgogne et spécialiste des « technocritiques ». Son œuvre a contribué à « défataliser » l'histoire des choix techniques opérés par nos sociétés depuis l'ère industrielle, notamment en matière énergétique.

Avec malice, il conteste la supériorité naturelle du « modèle start-up » sur le « modèle amish ». Il décrit surtout la relance d'une promesse de progrès par la technique à partir du secteur du numérique. Face à cette offensive modernisatrice, l'écologie politique est prise dans une tension entre la fidélité à ses inspirations originelles et les exigences de la compétition électorale.

François Jarrige :

(...)

« Troisièmement, et encore plus profondément, cette phrase illustre à quel point nous assistons à une relance modernisatrice de l'idée de progrès autour des technologies du numérique. On retrouve, comme lors du XIXe siècle industriel, une identification du progrès au progrès des techniques, qui apparaissent comme une condition pour se projeter dans l'avenir. Et derrière cette idée du progrès, qui a toujours été en lutte permanente avec d'autres conceptions, il y a bien sûr des intérêts économiques très puissants. Loin de la mort de l'idée de progrès, on assiste à sa résurgence continue. Outre la 5G, ont ainsi été faites d'autres annonces concernant les smart cities, la filière hydrogène, etc.

(...)

Cette fuite en avant me fait penser à ce que Evgeny Morozov a appelé le « solutionnisme technologique ». Nos problèmes collectifs sont censés être résolus par un recours croissant à l'innovation technique. En fait, ce recours révèle surtout que nous sommes incapables d'inventer d'autres rapports sociaux moins destructeurs du monde et de l'humanité.

(...)

À cet égard, j'aurais presque envie de réévaluer le fameux « modèle amish » fustigé par le président de la République. De qui parle-t-on ? D'un groupe religieux persécuté en Europe, qui a développé des communautés rurales autarciques aux États-Unis. Ils ne sont pas contre la technique en général (en tout cas, ils sont certainement moins consommateurs passifs de la technique que vous et moi), mais pensent que les choix techniques doivent être subordonnés à des fins supérieures. En l'occurrence, il s'agit pour eux d'une conception de Dieu, de la tradition, de la préservation de leur identité... Mais on peut appliquer ce modèle en se fixant plutôt comme fins sociales l'égalité

sociale et la préservation d'un monde vivant pas totalement détruit.

Débarassé de ses scories théologico-politiques, le modèle amish vaut sans doute mieux que le modèle start-up, dans lequel le choix technique n'est encadré que par le marché.

(...)

Dans ce match déséquilibré, ceux qui imposent leur point de vue sont généralement les plus puissants, ceux qui ont le plus de ressources financières et médiatiques. Dans le cas de la 5G, on voit des choses bien connues : des conflits d'intérêts, une alliance entre un champ scientifique proche des milieux industriels et des acteurs économiques qui veulent des parts de marché, ainsi que des élus qui veulent montrer qu'ils peuvent agir.

(...)

Depuis la construction des grands réseaux de chemins de fer en passant par les autoroutes et le TGV, on repère les mêmes motifs argumentatifs : l'invocation du prestige national, l'identification de l'innovation au mieux-être, et la tyrannie du retard (il faudrait maintenir notre position vis-à-vis des autres puissances). Et systématiquement, ces grandes infrastructures sont promues par des acteurs économiques très puissants, avec des responsables politiques à la remorque.

Ce qu'il y a de singulier, c'est que depuis dix ou quinze ans, on voyait s'exprimer une nouvelle prudence, des doutes et des interrogations concernant la consommation numérique. Or, c'est justement sur ce terrain qu'un discours de relance technique est apparu. Depuis la sortie du confinement en particulier, on le voit s'exprimer sur un mode très offensif, comme dans une sorte de « stratégie du choc ».

(...)

Schématiquement, les puristes s'opposent à ceux qui adaptent leur rhétorique aux contraintes de la compétition électorale pour mieux se faire accepter. Il y a évidemment un dégradé de positions liées à cette adaptation, jusqu'à un Yannick Jadot appelant à défendre les champions industriels européens de cette technologie. Mais d'une certaine façon, les « vrais » écologistes, au sens de ceux qui cherchent à penser des formes de vie différentes, ont déserté le paysage politique national.

(...)

(A propos de Jacques Ellul)

Ce qu'il met en cause, c'est surtout « le sacré transféré à la technique », c'est-à-dire le geste consistant à en faire le moteur de tous les changements sociaux et politiques.

En critiquant le « bluff technologique », il ne sépare pas la technique des rapports de domination. Simplement, dans le contexte des années 1950 et 1960, il souligne à quel point les systèmes capitaliste et soviétique sont tous deux caractérisés par une fascination pour le gigantisme productiviste et technique. Il révèle une identité profonde de ces deux modèles, ce qui lui vaut les foudres des libéraux comme des communistes.

À cette époque, le débat sur les machines s'était déjà refermé depuis longtemps sur l'usage fait de ces machines. Il y a ceux qui font confiance au marché, ceux qui veulent en socialiser la propriété, ceux qui disent que la représentation de tous les intérêts en présence règlera les conflits... Mais la neutralité des techniques est une illusion, elles méritent donc un débat plus profond sur leur pertinence intrinsèque. Ce n'est pas parce que c'est nouveau, plus efficace ou plus puissant que c'est mieux.

(...)

. L'idée même de technique, ou en tout cas de progrès technique, n'existait pas, elle était renvoyée à un savoir-faire, y compris en dehors du champ de la production.

C'est par la suite, parallèlement à l'industrialisation et à l'extraction croissante de ressources fossiles, que la technique est devenue l'objet d'une expertise, d'une compétence exclusive. Dans ce contexte, l'idée même de démocratie technique n'avait pas de sens car les techniques étaient censées être neutres et maîtrisables uniquement par la science. Cela a changé dans les années 1970 avec l'émergence de la problématique du risque, et le militantisme dont nous avons parlé, notamment s'agissant du nucléaire. Divers dispositifs ont été proposés par les États pour éclairer les élus et mieux prendre en compte la population.

Cependant, il est clair que quelques réformes institutionnelles, même beaucoup plus ambitieuses, ne

suffiront pas. C'est l'ensemble des conditions de production et de diffusion des techniques qu'il faudrait changer. Cela s'avère beaucoup plus difficile qu'il y a deux siècles, tant les inégalités se sont creusées entre les usagers des techniques et ceux qui les fabriquent et les diffusent. Les décisions se prennent aujourd'hui à des échelles telles que les conférences-débats, ou même les controverses médiatiques, apparaissent dérisoires.

(...)

Et pour cause : au-delà de la technique en tant que telle, la réponse aux crises de nos sociétés exige de transformer nos conditions de production, les règles du commerce international, notre rapport au monde vivant... Vouloir commencer par la démocratie technique, ou l'isoler de toutes ces dimensions, n'aurait pas de sens.

.....

9- 5G : « Citoyens plutôt que cobayes ». Communiqué de Priartem, France Nature Environnement et Agir pour l'Environnement

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU 29/09/2020

Attribution des fréquences 5G : Citoyens plutôt que cobayes !

Mardi 29 septembre marque une étape décisive dans le dossier 5G avec le lancement officiel par l'ARCEP de la procédure d'enchères des fréquences, permettant aux quatre opérateurs déjà assurés d'obtenir un accès minimal à la 5G, d'acquérir plus de fréquences.

Côté société civile, cette date symbolise l'incapacité de l'Etat à respecter les règles qu'il s'impose à lui-même en matière d'environnement et à tenir compte des attentes de la société.

Pour François Lafforgue, avocat des associations, « le dossier de la 5G est conduit en dépit du bon sens, s'affranchissant des règles de droit, prévoyant une évaluation environnementale. Faute d'évaluations sérieuses et malgré leurs alertes, les associations n'ont d'autres choix que de saisir le Conseil d'État ».

Pour Ginette Vastel, de France Nature Environnement, « il est maintenant clair que la Convention citoyenne sur le Climat qui a demandé un moratoire le temps d'évaluer la 5G, est totalement désavouée. Les maires demandant un débat ont été raillés. Dans ces conditions, comment croire encore à un dialogue environnemental honnête et contradictoire fondé sur des données objectives ? »

Sophie Pelletier, présidente de PRIARTEM, condamne l'inconséquence avec laquelle le volet sanitaire a été traité : « L'État contrevient aux recommandations de réduction des expositions aux ondes radiofréquences émises de longue date par son agence sanitaire. Le rapport commandité dans l'urgence aux inspections cet été n'a d'autre objectif que de garantir une sorte d'immunité aux décideurs en concluant qu'il n'y a pas de risque avéré et que si des risques existent la preuve formelle sera difficile à établir ». Elle s'insurge contre ce pari fou à l'encontre de la santé de la population : « Effet suspecté sur les cancers, effet avéré sur l'activité cérébrale, normes inadéquates pour les enfants, personnes devenues électrosensibles vivant un enfer... pendant combien de temps encore servirons-nous de cobayes ? ».

Stephen Kerckove, délégué général d'Agir pour l'Environnement va plus loin : « Incapable de justifier ses choix technologiques et stratégiques dans le contexte de crise écologique autrement que par des arguments approximatifs voire mensongers, l'État passe en force en misant sur le dénigrement des voix s'y opposant. Aujourd'hui, il récolte une levée de boucliers y compris dans des milieux a priori technophiles ».

Dans cette situation, les associations continuent à plaider pour un véritable débat public mené en toute indépendance. Elles appellent les citoyens et les maires à amplifier la mobilisation afin de bloquer le développement de la 5G tant qu'une évaluation sérieuse n'aura pas été conduite dans les règles de l'art.

Face à l'entêtement du gouvernement, les associations poursuivent leur action judiciaire devant le Conseil d'État, afin notamment d'obtenir la suspension, en référé, puis l'annulation de l'attribution des fréquences. Elles entendent obtenir une véritable évaluation environnementale permettant d'évaluer sérieusement les effets écologiques et sanitaires de la 5G.

.....

10- 1000 employés d'Orange dénoncent le déploiement de la 5G

<https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-09-18/dissent-at-heart-of-telecom-industry-undermines-france-s-5g-push>

<https://www.facebook.com/jeanmarc.jancovici/posts/10159690080922281>

« Cette technologie ne serait pas rentable et elle endommagerait l'environnement », écrivent des employés d'Orange dans des notes internes soutenues par environ un millier d'employés et demandant l'abandon du déploiement de la 5G

Pour ces employés d'Orange, opérateur de téléphonie mobile et fournisseur d'accès internet, les principaux bénéficiaires de la 5G seront les fabricants de smartphones, les plateformes (Whatsapp, YouTube etc.) et le gouvernement (à travers l'attribution des fréquences par mise aux enchères). « Orange supportera tous les lourds investissements (licences, équipements, déploiement) qui bénéficieront à d'autres entreprises en bas de la chaîne et éventuellement à l'État ».

.....

11- Collusion entre le Ministère de l'Education Nationale et les GAFAM

<https://www.sudeducation.org/communiqués/le-ministre-blanquer-est-au-service-de-microsoft-et-des-multinationales-du-numérique/>

Le ministère accumule les exemples de collusion entre les intérêts des grandes entreprises et l'Éducation nationale. Il y a eu l'accord de 2015 avec Microsoft pour la mise à disposition de logiciels, l'embauche d'un directeur du numérique pour l'éducation par Amazon, et son remplacement par le directeur général de Canopé qui avait lui aussi passé un partenariat avec la

même entreprise, l'hébergement des données personnelles des élèves collectées lors des évaluations nationales sur les serveurs d'Amazon.

.....

12- Une école si distante, autopsie d'une déraison collective, par Loys Bonod, professeur agrégé de lettres classiques dans un lycée parisien. Site La vie moderne.

« Avec la pandémie de 2020, c'est la société toute entière qui vit, depuis six mois, une sorte de traumatisme. Mais, s'agissant des enseignants, ce traumatisme a eu quelque chose de plus spécifique, et qui mérite qu'on s'y attarde un peu ».

<http://www.laviemoderne.net/grandes-autopsies/182-une-ecole-si-distante>

« Nous avons besoin d'un Netflix pédagogique » a même déclaré avec enthousiasme Stanislas Dehàne, le président du conseil scientifique de l'éducation nationale (CSEN)."

(...)

Le télétravail, selon ses promoteurs même les plus convaincus, a ses limites : il peut bien s'appliquer à des conférences à distance, au développement informatique ou au traitement de documents à distance, par exemple, mais beaucoup moins sûrement à un acte aussi complexe que celui d'enseigner. Et encore moins que celui d'apprendre, car au fond – perdant toute raison – nous avons demandé aux élèves, à des enfants ou des adolescents, de télétravailler comme des adultes !"

(...)

"Le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, se félicite lui aussi des possibilités offertes par la pandémie : « Cette reprise de mai-juin nous permet d'expérimenter des modalités de fonctionnement, nécessairement mixtes, entre présence à l'école et enseignement à distance . Un groupe de travail va réfléchir aux usages numériques, au travail en petit groupe, à la place du sport et de la culture, que je souhaite développer... Nous devons aussi travailler avec les collectivités locales sur la réorganisation de l'espace , l'articulation scolaire et péri-scolaire. C'est l'occasion de moderniser le système éducatif."

(...)

"Carlos Diaz résume l'état d'esprit des investisseurs qu'il a réunis dans son émission : « vous semblez tous très optimistes sur l'avenir de l'éducation. [...] C'est encourageant de voir qu'il y a des technologues qui pensent de la bonne façon, des investisseurs qui sont prêts à investir sur ces technologies et que tout ça va bénéficier à nos petites bouilles qui ne demandent qu'à apprendre, qui sont déjà des férus de la technologie, qui attendent juste qu'elle s'adapte à l'éducation et c'est ça qui est en train d'être le cas en ce moment »

(Installé depuis plus de six ans à San Francisco, Carlos Diaz est un serial entrepreneur (Groupe Reflect, blueKiwi, Kwarter) et l'un des leaders du mouvement des « Pigeons ». Il vient de lancer The Refiners, un programme d'accélération pour les start-up souhaitant élargir leur réseau et s'immerger dans la culture de la Silicon")

.....

13- Coronavirus : comment Jean-Michel Blanquer prépare l'école aux cours à distance, article Le Parisien

Le ministre de l'Education vient de lancer une expérimentation à grande échelle dans le Val d'Oise et l'Aisne pour encourager l'essor du numérique à l'école. Elle couvre la distribution de tablettes, de ressources numériques ainsi que la formation des enseignants et des parents. Elle a vocation à s'étendre.

« Tandis qu'une autre lançait à Jean-Michel Blanquer : « Pourquoi vous nous apportez des tablettes et pas des masques ? (Une élève de CM2 d'Herblay)

(...)

Celle-ci est financée à hauteur de 27,3 millions d'euros par des fonds du programme d'investissements d'avenir. Au total, 15.000 élèves en situation de fracture numérique vont se voir prêter des tablettes. Des jeunes enseignants (225 dans l'Aisne et 775 dans le Val d'Oise), qui exercent leur métier sur le terrain depuis un an, vont voir leur classe équipée d'un « kit d'enseignement hybride ». Il prend la forme d'une grosse valise à roulettes (avec caméra...) et doit leur permettre de continuer à faire classe à distance de manière interactive.

(...)

Du primaire au lycée, une classe sur deux sera équipée de ce kit dans tous les établissements pour, selon le ministère de l'Education nationale, « transformer rapidement sa salle en espace de travail distant ». L'idée est d'assurer la continuité pédagogique en cas de reconfinement total ou partiel. Le kit proposé offre aussi la possibilité d'assurer un enseignement à distance, en cas d'absence d'un professeur.

(...)

« L'objectif, c'est que toute la France soit concernée par le développement numérique », assure Jean-Michel Blanquer, qui lancera des « états-généraux du numérique », début novembre. Tout cela « pourra demain être déployé à plus grande échelle si le ministre en décide », indique déjà le secrétaire général pour l'investissement, Guillaume Boudy, en évoquant le quatrième programme d'investissements d'avenir.